



## Des centrales photovoltaïques au sol décentralisées, de taille limitée à 1 mégawatt : une réponse adaptée et rapide à l'urgence climatique

« 3 ans pour inverser la courbe d'émission des gaz à effet de serre », c'est l'alerte du dernier rapport du GIEC datant de mars 2022. Plus que jamais, il faut accélérer la transition énergétique pour réduire et supprimer le plus rapidement possible de notre mix énergétique les énergies fossiles.

Cette transition énergétique comprend deux axes :

- 1- La sobriété : 40% d'économie d'énergie doivent être réalisés d'ici 2050.
- 2- L'électrification de notre mix énergétique, avec une part de l'électricité qui doit passer de 25% à plus de 55%.

Les objectifs ambitieux en matière de sobriété énergétique ne suffisent pas et les capacités de production électrique doivent augmenter significativement.

Le photovoltaïque – une énergie verte, locale et pas chère – doit considérablement se développer pour réussir cette transition énergétique et décarboner notre économie. La France et l'Europe, au travers de la PPE et du plan REpowerEU, ont fixé des objectifs élevés et force est de constater que les rythmes de déploiement ne sont pas à la hauteur du défi à relever.

Le Gouvernement français vient d'ailleurs de rappeler aux Préfets, dans sa circulaire du 16 septembre 2022, qu' « **une accélération sans précédent du déploiement des énergies renouvelables (éolien, photovoltaïque, gaz renouvelables, etc.) est indispensable pour atteindre nos objectifs de réduction de gaz à effet de serre, pour sortir de notre dépendance aux énergies fossiles importées, et pour assurer notre sécurité d'approvisionnement menacée à court terme.** »

De nombreux dispositifs soutiennent et renforcent la réalisation de photovoltaïque en toitures ou sur parkings – Tnergie est d'ailleurs un acteur très présent sur cet axe de la transition énergétique. Pour autant, les installations photovoltaïques au sol sont indispensables pour espérer rattraper le retard accumulé.

Conscient que « **La France ne peut plus être le seul pays de l'Union européenne à ne pas atteindre son objectif national de développement des énergies renouvelables** » (extrait de la circulaire du 16 septembre 2022), le Gouvernement souhaite accélérer le déploiement de petites installations photovoltaïques au sol en simplifiant leurs procédures d'évaluation environnementale (décret 2022-970 du 1<sup>er</sup> juillet 2022).

Ces centrales photovoltaïques implantées sur des terrains de quelques milliers de mètres carrés, répondent parfaitement à une logique de développement rapide (18 mois suffisent pour la mise en service), décentralisée (1 centrale de 1 mégawatt par commune permettrait d'atteindre les objectifs 2028 de la PPE), locale, propre et sans incidence lourde sur le réseau public d'électricité.